

GB (2S) GILLES GALLET

ancien attaché de défense à Moscou (2003-2006), expert militaire auprès de la mission d'enquête sur le conflit en Géorgie (janvier-juillet 2009)

Enseignements militaires et stratégiques du conflit d'août 2008 en Géorgie

5 février 2010

Le rapport rendu par Heidi Tagliavini le 30 septembre 2009 sur le conflit d'août 2008 en Géorgie n'a pas provoqué beaucoup d'échos dans la presse. Il n'a guère été commenté par les responsables politiques européens, y compris à Bruxelles, qui avait pourtant commandité la mission d'enquête¹. C'est sans doute le signe qu'il n'a pas soulevé de nouvelles polémiques, et il faut s'en réjouir, mais on ne peut s'empêcher de se demander si les commentaires sur les conclusions du rapport n'auraient pas été bien plus nombreux en cas de réponse différente à la principale question qui se posait sur le conflit².

1. La mission d'enquête internationale indépendante sur le conflit en Géorgie a été mise sur pied sur décision du Conseil des ministres de l'Union européenne le 3 décembre 2008.

2. La première question à laquelle a répondu le rapport Tagliavini concernait le déclenchement des opérations militaires de grande envergure.

C'est bien dommage car il s'agissait en l'occurrence de la première mission de ce type menée par l'Union européenne (UE). Qui plus est, elle s'intégrait dans une démarche européenne globale dans la région. Rappelons que c'est dès les premiers jours de ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « guerre des cinq jours » que l'UE a pris la main sur les mécanismes de sécurité en Abkhazie et en Ossétie du Sud.

Cette zone de crise connaissait pourtant une présence internationale relativement forte³. Mais

3. On citera la mission d'observation des Nations Unies en Abkhazie (MONUG) depuis août 1993 ; les forces de maintien de la paix de la CEI en Abkhazie (plafonnées à 3 000 h, elles ne comprenaient en pratique que des Russes) au titre des accords de Moscou de mai 1994 ; les forces intégrées de maintien de la paix en Ossétie du Sud (3 bataillons russe, géorgien, ossète de chacun 500 h) au titre des accords de Sotchi de juin 1992 ; la mission de l'OSCE en Géorgie plus spécialement chargée de la zone

c'est précisément en raison de l'impuissance de ces organisations internationales à empêcher le conflit puis à le régler que l'Union européenne, sous présidence française, s'est imposée à partir d'août 2009. Jusque-là, c'était surtout au titre de sa politique de voisinage⁴ qu'elle était présente dans la zone, avec des programmes de réhabilitation en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Exceptée l'implication individuelle de quelques-uns de ses pays membres⁵, on la voyait beaucoup moins dans le processus de résolution des crises, à part une participation en tant qu'observateur à la commission de contrôle de l'armistice et du maintien de la paix en Ossétie du Sud. On se souviendra aussi de ses réticences à reprendre en 2004 la mission de monitoring des frontières de la chaîne du Caucase à la place de l'OSCE récusée par Moscou.

Premier engagement de l'UE dans les questions de sécurité en Géorgie

Il a donc fallu attendre le 12 août 2008 pour que l'Union européenne pèse enfin de tout son poids sur le dossier géorgien. C'est ce jour-là, le cinquième de la guerre entre Géorgiens d'un côté, et Ossètes du Sud, Abkhazes et Russes de l'autre, que la présidence française de l'Union européenne arrache à Moscou, avant de les imposer à Tbilissi, les accords Sarkozy-Medvedev. Ceux-ci comportaient six points : un engagement de non recours à la force (1), la cessation définitive des hostilités (2), le libreaccès de l'aide humanitaire (3), le retrait des forces géorgiennes dans leurs cantonnements habituels (4), le retrait des forces russes sur leurs positions antérieures au déclenchement des hostilités assorti, dans l'attente de la mise sur pied d'un mécanisme international de sécurité, de la possibilité pour les forces de paix russes de mettre en œuvre des mesures additionnelles de sécurité (5), l'ouverture de discussions internationales sur la sécurité de la zone de conflit (6).

Après quelques semaines d'accusations réciproques sur le non-respect de ces accords, dues aux différences d'interprétations que réservait le point 5, un accord de stabilisation est signé le 8 septembre 2008 entre la présidence française de l'Union européenne et la Russie : l'UE se por-

de crise autour de l'Ossétie du Sud.

4. La Géorgie est incluse dans la politique européenne de voisinage depuis 2004.

5. La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne faisaient partie du groupe des amis de la Géorgie, rebaptisé groupe des amis du Secrétaire général des Nations Unies tandis que la Pologne, les trois États baltes, la Bulgarie et la Roumanie avaient créé le groupe des nouveaux amis de la Géorgie le 4 février 2005.

te garante de la non-utilisation de la force par la Géorgie, ce qui, aux yeux de la Russie, crée les conditions de son retrait des zones de sécurité⁶. Celui-ci sera effectif le 8 octobre 2008 après l'arrivée de la mission européenne de monitoring⁷. Dernier volet du processus de sécurité dans lequel l'Union européenne s'implique désormais, les négociations de Genève débutent le 15 octobre 2008 dans un climat très lourd, fait de reproches mutuels et d'interprétations subjectives du déclenchement du conflit.

Mise sur pied de la mission d'enquête sur le conflit en Géorgie

C'est alors qu'est apparue la nécessité de faire la part des accusations réciproques par l'intermédiaire d'une mission d'enquête qui serait partie intégrante de la démarche politique européenne dans la région, dans la mesure où elle pourrait renforcer l'autorité des négociateurs de l'Union et priver les parties de leurs arguments les plus extrêmes. Il faut, en effet, rappeler que jusque-là les avis des protagonistes et des connaisseurs de la région étaient partagés sur presque tout ce qui concernait la guerre des cinq jours : les circonstances de son déclenchement, les raisons invoquées par le président Saakashvili pour lancer les opérations, les accusations de génocide et de nettoyage ethnique, l'ampleur des opérations militaires, le caractère disproportionné de la riposte et les arrière-pensées prêtées aux acteurs. Ces divergences se retrouvaient d'ailleurs au sein même de l'Union européenne. Parmi les nouveaux membres, en particulier, on trouvait quelques pays qui avaient une idée préconçue sur le scénario de la « guerre des cinq jours ». Certes, ils pressentaient bien que les choses ne s'étaient pas forcément passées comme ils l'auraient voulu mais ils ne tenaient pas vraiment à remettre en cause leurs certitudes.

C'est dans ce contexte que le Conseil des ministres de l'Union européenne a confié à une diplomate suisse, Heidi Tagliavini⁸, une mission d'enquête sur les origines et le déroulement du conflit en Géorgie. Pour mener à bien sa tâche,

6. Ces zones sont celles qui avaient été définies par les accords de Moscou et de Sotchi.

7. La mission européenne de monitoring (EUMM) a été mise en place à partir du 1^{er} octobre 2008. Elle comprend plus de 200 observateurs (voir le site officiel de la mission : www.eumm.eu).

8. Heidi Tagliavini a été membre du premier groupe d'assistance à la Tchétchénie de l'OSCE (1995), adjointe au chef de la mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) en 1998-1999, représentante personnelle du secrétaire général de l'OSCE pour le Caucase (2000-2001), représentante spéciale des Nations Unies en Géorgie et chef de la MONUG (2002-2006).

dont le terme était le 29 juillet 2009⁹, elle avait la possibilité de faire appel à des experts reconnus dans les domaines historique, juridique¹⁰ et militaire. La tâche des experts militaires consistait à déterminer, d'un point de vue militaire, les origines et le déroulement du conflit : chronologie, rôle et actions des forces de maintien de la paix, unités engagées, chaîne de commandement, niveau des décisions d'attaque et de bombardement, mise en œuvre des plans de retrait.

Conduite de janvier à juillet 2009, la mission d'enquête a permis, entre autres, aux experts militaires et en droit humanitaire de se rendre sur le terrain des opérations¹¹ et d'interroger les principaux responsables militaires et civils des pays belligérants. Comme on pouvait s'y attendre, les parties concernées étaient beaucoup plus enclines à décrire par le détail les opérations et les provocations de leur adversaire plutôt que de présenter les leurs. Toutefois la somme des documents amassés, l'étude détaillée des documents produits par les parties concernées¹², les possibilités de vérification sur le terrain ainsi que les contradictions relevées lors des entretiens successifs ont permis de se prononcer sans équivoque sur les principales questions.

Au-delà des conclusions du rapport de la mission Tagliavini que chacun peut consulter¹³, je concentrerai mon étude sur deux grandes questions complémentaires : d'abord comment la guerre a-t-elle été déclenchée et conduite, avec des réponses amenant à des enseignements militaires d'ordre opérationnel et tactique ; ensuite pourquoi la guerre a-t-elle éclaté en dépit d'une forte présence internationale et alors que jusque-là le pire avait toujours pu être évité. Ce point, comme on le verra, est lié à l'évolution du contexte stratégique.

9. Les conclusions de la mission d'enquête ont finalement été repoussées au 30 septembre 2009 afin d'éviter de faire coïncider leur publication avec le premier anniversaire de la guerre.

10. Droit international, droit de la guerre, droit soviétique, droit humanitaire.

11. Grâce à la ténacité de Heidi Tagliavini, il a été possible de se rendre dans la région de Tskhinvali jusqu'au tunnel de Roki, dans la vallée d'Akhal Gori, à Sukhumi et dans la haute vallée de Kodori.

12. La confrontation des documents produits « à chaud » (adressés à la Cour Internationale de Justice) avec les réponses données « à froid » par les parties concernées aux questionnaires transmis par la mission d'enquête a donné des indications précieuses sur l'engrenage et les objectifs des opérations.

13. Le rapport complet de la mission Tagliavini se trouve sur le site www.ceijg.ch

État de préparation des forces armées géorgiennes

Comme l'a conclu la mission d'enquête internationale et indépendante commanditée par l'Union européenne, c'est la Géorgie qui a déclenché les opérations militaires de grande envergure avec le tir de ses moyens d'artillerie sur des objectifs fixes et mobiles dans Tskhinvali, la capitale sud-ossète, le 7 août 2008 à partir de 23h35. Ces tirs avaient pour principaux objectifs les ministères, le siège du gouvernement, le Parlement, les positions des milices sud-ossètes ainsi que des dépôts de munitions et de matériel. L'attaque terrestre a commencé à la première heure du 8 août avec l'attaque de Tskhinvali par les forces de police de la division des opérations spéciales¹⁴, soutenues par deux brigades d'infanterie¹⁵.

Pour autant, on ne peut pas dire que la préparation opérationnelle de l'armée géorgienne était orientée vers une guerre de reconquête. Au début des hostilités, la brigade la plus aguerrie des forces terrestres géorgiennes se trouvait en Irak¹⁶ ; une autre brigade se préparait à la relever. En fait, l'ensemble des brigades suivaient un entraînement de type maintien de la paix. Elles se consacraient à l'objectif stratégique de la Géorgie, qui était l'entrée dans l'OTAN, en développant leur capacité à intervenir dans un cadre interallié. Leur entraînement était de type basique et ne mettait généralement en œuvre que le niveau de la compagnie (une centaine d'hommes). En aucun cas, elles n'avaient l'expérience du travail en environnement interarmes et interarmées, ni n'avaient travaillé la cohésion des opérations de l'ensemble d'un bataillon ou d'une brigade. A l'exception des unités d'artillerie, elles n'étaient donc pas préparées à une opération de guerre traditionnelle. Il ne faut pas non plus oublier que les forces armées géorgiennes sont relativement jeunes. Dans leur organisation pour le temps de guerre, toute une série de questions fondamentales avaient été éludées ou n'avaient pas eu le temps d'être traitées complè-

14. Cette division des opérations spéciales comprend des forces équipées comme des unités militaires. Elles disposent de véhicules blindés « cobra » armés d'un canon de 40 mm et de mortiers.

15. La 4^{ème} brigade d'infanterie (Vaziani) était initialement chargée de couvrir l'opération sur le flanc ouest de Tskhinvali alors que la 3^{ème} brigade d'infanterie (Kutaisi) devait agir à l'est. Un bataillon d'infanterie et une compagnie de chars soutenaient les forces spéciales de la police dans leur mission de nettoyage de Tskhinvali.

16. La 1^{ère} brigade d'infanterie de Gori ; elle a été rapatriée d'Irak le 1^{er} août par les forces américaines et n'a quasiment pas eu le temps de prendre part aux opérations.

tement : organisation de la chaîne de commandement en opérations, relations entre politiques et militaires, répartition des tâches dans le processus de prise de décision. La conduite malheureuse des opérations géorgiennes a mis en lumière que les responsabilités au sein du commandement de l'opération pour la prise de contrôle de la région de Tskhinvali n'étaient pas clairement définies entre politiques et militaires, entre ministère de la Défense et ministère de l'Intérieur, voire au sein du ministère de la Défense, entre le cabinet du ministre et le chef d'état-major des armées. En témoignent les grandes difficultés qu'ont eues les bataillons engagés sur le terrain à recevoir des ordres précis dès que la situation a tourné en défaveur des forces armées géorgiennes.

Dans cet environnement, le reproche adressé aux Géorgiens d'avoir organisé avec l'aide des Américains l'exercice *Immediate response* en juillet 2008 pour s'entraîner à une opération sur Tskhinvali ne résiste pas à l'analyse. C'était tout simplement un exercice de préparation au départ en Irak d'une brigade d'infanterie. Tout cela n'a toutefois pas empêché les principaux responsables géorgiens d'avoir pensé qu'ils pouvaient déclencher une opération ponctuelle et limitée de reprise de la région de Tskhinvali sans risque majeur. Cette naïveté tient à la mauvaise connaissance voire au mépris qu'ils avaient des forces armées russes. On relèvera au passage la tendance paradoxale qu'ont certains pays de l'ancien espace soviétique à sous-estimer le potentiel et l'entraînement des forces armées russes tout en leur prêtant les pires intentions. Il n'est pas non plus impossible que le Président géorgien et son entourage immédiat aient pris pour argent comptant les compliments que leur faisaient sur leur armée quelques-uns de leurs partenaires occidentaux. Ils ont sans doute été abusés par les analyses erronées de certains journalistes de défense¹⁷ qui écrivaient que l'armée géorgienne était la meilleure armée post-soviétique. Enfin, malgré les mises en garde répétées des ambassadeurs occidentaux à Tbilissi, M. Saakashvili a pu interpréter l'aide militaire occidentale¹⁸ et les négociations avec l'Alliance atlantique comme une promesse morale des États-Unis et de l'OTAN à s'engager auprès de la Géorgie en cas de besoin.

17. Des appréciations élogieuses de l'armée géorgienne étaient parues non seulement dans la presse occidentale mais également en Russie, sous la plume de Pavel Felgenhauer.

18. Programme américain « Train and Equip » (2002-2007), coopération militaire et de défense avec les principaux partenaires occidentaux.

Cela dit, les effets de la modernisation de l'armée géorgienne commençaient bien à se faire sentir en 2008, en particulier suite à un accroissement considérable du budget de la défense (de 1 à 8 % du PIB entre 2004 et 2008). Les troupes avaient un casernement et un équipement individuel correspondant aux standards occidentaux. Les systèmes de surveillance, d'artillerie et de défense antiaérienne avaient été modernisés. D'ailleurs l'artillerie classique et la défense antiaérienne ont été relativement efficaces pendant le conflit. En revanche, la modernisation des systèmes de liaison et de commandement n'a pas eu d'effets visibles en raison d'un évident manque d'entraînement à la mise en œuvre de ces moyens. Les unités géorgiennes avaient certes un bon entraînement de base mais il aurait fallu qu'elles participent à des exercices interarmées pour se familiariser avec les moyens modernes de transmission dont elles étaient dotées.

Cependant, en Géorgie, l'utilisation de la force armée n'est pas que du ressort du ministère de la Défense. Il est important de relever le rôle particulier que joue, en matière d'emploi de la force armée, le ministère de l'Intérieur. Il dispose d'une division des opérations spéciales supérieurement armée. Ces forces spéciales échappent au contrôle des forces armées et sont directement dans la main du Président et du ministre de l'Intérieur. Avant août 2008, elles étaient chargées de la mise en œuvre de l'un des volets du programme de réintégration des espaces abkhazes et sud-ossètes. Tout en essayant de les attirer vers la Géorgie au moyen d'un programme de réhabilitation économique, il s'agissait aussi de soutenir les gouvernements pro-géorgiens établis sur une partie du territoire en Abkhazie¹⁹ et en Ossétie du Sud²⁰. Cette protection s'exerçait au sens large : grignotage de terrain là où c'était possible et pressions exercées sur les forces de sécurité adverses. Au même titre que les milices sud-ossètes, elles sont soupçonnées d'avoir contribué à la montée des tensions dès juillet 2008.

Au final, l'armée géorgienne n'était pas apte à mener une opération de guerre traditionnelle mais plutôt à procéder à une opération ponctuelle et limitée dans le temps. Dans tous les cas, elle

19. Dans la haute vallée de Kodori, rebaptisée Haute Abkhazie par les Géorgiens, et contrôlée par leurs forces depuis juillet 2006.

20. Il s'agissait du gouvernement de Dimitri Sanakoev, à qui les Géorgiens avaient confié le contrôle et l'administration des enclaves à majorité géorgienne en Ossétie du Sud : villages géorgiens autour de Tskhinvali et vallée d'Akhal Gori.

n'était pas prête au choc qui s'est produit dès l'instant où les Russes ont réagi. Au moment des premiers combats lorsque les colonnes blindées russes et géorgiennes se sont affrontées, les forces géorgiennes n'étaient pas en infériorité numérique mais elles étaient moins bien entraînées que les Russes au type de combat qui a eu lieu : il s'agissait, en l'occurrence, du combat de rencontre, qui était l'un des domaines d'excellence de l'armée soviétique et que les forces terrestres russes ont continué à cultiver.

Les armées géorgiennes ont tiré les leçons de la guerre des cinq jours. Elles reviennent aux fondamentaux du combat terrestre en recentrant la préparation opérationnelle vers le combat classique. Selon les déclarations de leurs chefs, les militaires géorgiens se disent désormais prêts à résister aux forces russes. Il leur reste toutefois à réfléchir sur les relations entre politiques et militaires, sur la place du haut commandement militaire et, surtout, sur les missions et le contrôle de la division des opérations spéciales du ministère de l'Intérieur.

État de préparation des forces armées russes

S'agissant de la Russie, la rapidité et l'efficacité de la réaction ont suscité des interrogations. Les conclusions de la mission Tagliavini ont toutefois établi qu'il n'y avait pas eu de préparatifs d'invasion de la Géorgie. La rapidité de la réaction des forces russes est plutôt à mettre au compte d'autres facteurs. La Russie avait, au cours des semaines qui ont précédé le conflit, menacé d'intervenir si la Géorgie se livrait à une attaque sur Tskhinvali et avait procédé à des mises en garde répétées. En conséquence, les deux divisions russes frontalières²¹ de la Géorgie avaient été placées au plus haut niveau d'alerte depuis plusieurs jours.

Le bataillon russe qui assurait les missions de maintien de la paix à Tskhinvali provenait de la 19^{ème} DFM de Vladikavkaz. En conformité avec le règlement intérieur des forces de maintien de la paix en Ossétie du Sud, un autre bataillon appartenant à la 19^{ème} DFM était en alerte non loin du tunnel de Roki, prêt à intervenir en renfort rapidement : c'est ce bataillon qui a reçu l'ordre d'intervenir quelques heures après les premiers tirs d'artillerie sur Tskhinvali²².

21. La 19^{ème} division de fusiliers motorisés (DFM) en Ossétie du Nord et la 42^{ème} DFM en Tchétchénie.

22. Il ressort des documents transmis par la Géorgie à la Cour internationale de justice et à la mission Tagliavini (ces documents sont consultables dans le chapitre 3 du rapport Tagliavini sur le site www.ceiig.ch) que la pre-

La rapidité et l'efficacité de la réaction de la Russie résultent aussi de la préparation opérationnelle de ses forces armées, restée traditionnelle et centrée sur le combat blindé mécanisé. Elles ont également été favorisées par l'exercice « Caucase » qui avait entraîné les unités de la région militaire du Caucase du Nord²³ sur un scénario²⁴ proche de l'opération menée quelques semaines plus tard. Même si elle a eu des effets indiscutables sur la préparation opérationnelle des unités russes qui ont pris part au conflit armé d'août 2008, la tenue de cet exercice n'autorise pas à conclure automatiquement à la préméditation. L'exercice « Caucase » se déroulait chaque année depuis 2004 et il n'est pas unique en son genre. Chacune des régions militaires russes joue un exercice de cette envergure chaque année.

Reste la question du caractère disproportionné de la réaction russe, relevé par nombres d'observateurs et pointé du doigt par la mission Tagliavini. En réponse à une attaque ponctuelle et limitée, l'engagement des forces russes a en effet revêtu une dimension stratégique, eu égard aux types d'armée mis en œuvre, à la géographie (deux théâtres d'opération) et à la relative profondeur des opérations. Il s'agissait d'une réponse globale étalée sur plusieurs opérations : tout d'abord une opération d'assistance immédiate aux forces de maintien de la paix russes et à la population locale afin d'arrêter l'attaque géorgienne, avec l'engagement d'un premier échelon de deux régiments de fusiliers motorisés ; ensuite une opération visant à repousser les forces géorgiennes hors d'Ossétie du Sud et de les contraindre à faire la paix, avec l'engagement d'un deuxième échelon de deux autres régiments de fusiliers motorisés et d'unités parachutistes et des forces spéciales ; enfin une opération destinée à priver les forces géorgiennes du soutien de l'arrière et des moyens de renouveler une telle attaque, avec l'engagement de l'aviation sur quelques objectifs en Géorgie et une opération

mière colonne blindée russe a été prise à partie par l'aviation géorgienne le 8 août 2008 à 5h30, à hauteur de Java, à mi-chemin entre le tunnel de Roki et Tskhinvali. Compte tenu des distances et de la configuration du terrain, il est raisonnable d'assumer que cette colonne n'a pas quitté le tunnel de Roki avant 2 ou 3h du matin, c'est-à-dire environ trois heures après les premiers tirs d'artillerie.

23. Dont les deux divisions blindées stationnées en Ossétie du Nord et en Tchétchénie.

24. Conduit du 15 juillet au 2 août 2008, l'exercice « Caucase » consistait, entre autres, à travailler sur un scénario de défense contre des infiltrations de terroristes franchissant les frontières du Caucase. Dans ce cadre, les déploiements d'unités terrestres en direction du tunnel de Roki et d'unités navales et de débarquement en direction de l'Abkhazie avaient été étudiés.

de débarquement en Abkhazie. De toute évidence, l'état final recherché par la Russie était de contrôler avec ses seules troupes l'ensemble des zones de sécurité de maintien de la paix au large de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie²⁵.

Par ailleurs, l'ampleur de la réaction de la Russie a été à la mesure des frustrations qu'elle avait éprouvées depuis la disparition de l'URSS. Elle a aussi eu valeur de démonstration et d'exemple. Enfin, ayons quand même à l'esprit que l'objectif de la Russie était de repousser une attaque d'une certaine ampleur (4 brigades géorgiennes). Pour avoir une chance de succès, il lui fallait au minimum engager les mêmes effectifs (2 divisions russes). Enfin, la Russie a certainement pris en compte un éventuel soutien extérieur et a mis les moyens qu'il fallait pour ne pas risquer d'échouer. Dans tous les cas, cette opération lui a permis de renforcer sa présence et son autorité en mer Noire et d'atteindre ses objectifs de sécurisation durable des deux entités indépendantistes.

Si l'on se risque à tirer les leçons de l'engagement et des opérations russes, il apparaît que la préparation des forces terrestres était adaptée à ce cas de figure précis. Il est plus difficile de juger de l'opération de débarquement et de projection navale, qui n'a rencontré aucune opposition. Cependant la faiblesse de l'outil aérien est confirmée (vétusté des appareils, de l'avionique, des radars, absence d'évolution de la tactique, manque d'entraînement et d'heures de vol). On a aussi évoqué des faiblesses en moyens de commandement et de transmission. Toutefois, le commandement des opérations semble avoir été mis sur pied et avoir fonctionné normalement avec des objectifs bien déterminés, une répartition des missions et des tâches cohérente d'un point de vue opérationnel, ainsi que l'établissement et le maintien d'un dialogue permanent entre politiques et militaires.

Enseignements stratégiques

Cela dit, le conflit d'août 2008 est l'histoire d'une guerre qui n'aurait jamais dû éclater. Tout le monde savait que la zone était porteuse de menaces sérieuses et qu'elle était soumise à de fréquentes tentatives de déstabilisation. Depuis 2004, il ne se passait pas un été sans que les affrontements de milices et les échanges de tirs de mortiers ne menacent de dégénérer en conflit

25. Jusque août 2008, la sécurité des zones de maintien de la paix définies par les accords de Sotchi et de Moscou était assurée conjointement par les Géorgiens et les Russes.

généralisé. Si jusqu'alors le pire avait pu être évité, on peut se demander pourquoi, à l'été 2008, la guerre a éclaté en dépit d'une très forte implication internationale censée prévenir tout risque de conflit armé.

La réponse tient en plusieurs points. Tout d'abord, les objectifs de réintégration du gouvernement géorgien continuaient de monter en puissance dans un climat de radicalisation des positions de toutes les parties. Après s'être assuré en juillet 2006 le contrôle de la haute vallée de Kodori, le pouvoir géorgien visait une assimilation des villages géorgiens autour de Tskhinvali. Alors que Moscou, sous l'effet de la proclamation d'indépendance du Kosovo (février 2008), amorçait une révision de ses relations administratives avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, le président géorgien a pu craindre une emprise plus forte de la Russie sur les territoires autonomistes. Face à l'exaspération de ne pouvoir atteindre ses objectifs de réintégration, il a pu être tenté de prendre de vitesse les Russes en mettant à profit une situation suffisamment trouble pour lancer une opération ponctuelle et limitée dans le temps, et conserver ainsi le bénéfice du doute sur les origines de l'opération militaire.

On n'a d'ailleurs pas assez souligné que c'est un incident lié au processus de réintégration qui a véritablement déclenché l'escalade des tensions autour de l'Ossétie du Sud. L'attaque du 4 juillet 2008 contre le convoi de Dimitri Sanakoev, Chef de l'administration pro-géorgienne en Ossétie du sud, a provoqué une réaction des forces de police géorgiennes pour prendre les points hauts dominant la route²⁶ d'où était partie l'attaque. Cela a été le point de départ des échanges de tirs de mortiers et des combats pour le contrôle des points hauts autour de Tskhinvali.

En parallèle, le président géorgien manifestait une volonté claire de régler la crise sans, voire contre Moscou, accusé de se satisfaire du caractère gelé de ce conflit et de sortir de son rôle d'arbitre. C'est pourquoi il souhaitait ouvrir à la communauté internationale les structures de contrôle de l'armistice et du maintien de la paix. Ce faisant, il avait aussi l'objectif d'évincer la

26. Pour se rendre dans les villages géorgiens au nord de Tskhinvali, les Géorgiens ne pouvaient pas traverser la capitale sud-ossète et utilisaient une voie de contournement à l'est de Tskhinvali. De même, les Ossètes du sud ne pouvaient pas prendre la route directe de Tskhinvali vers le nord (Java, tunnel de Roki) dont une partie traversait les villages contrôlés par les forces de police géorgiennes. Ils utilisaient une voie de contournement à l'ouest de Tskhinvali.

Russie de l'espace stratégique du Caucase du Sud en y attirant l'OTAN et les États-Unis.

A l'inverse, l'intérêt traditionnel de la Russie pour son « étranger proche » a sans doute été exacerbé par les défis qu'elle percevait dans l'élargissement de l'OTAN, le projet de défense antimissile et l'intérêt des États-Unis pour les questions énergétiques dans le Caucase et en Asie centrale. En réponse à ce qu'elle considérait comme des défis insupportables, elle a probablement été tentée de renforcer sa présence au sud du Caucase et en mer Noire. Les opérations navales russes pour protéger l'Abkhazie en août 2008 et le soin mis à contrôler le port de Poti²⁷ vont dans ce sens.

Il ne faut pas non plus négliger le jeu des sud-Ossètes qui, conscients des progrès de la politique de réintégration menée par la Géorgie, pouvaient avoir intérêt à créer une situation poussant Moscou à intervenir. De surcroît, l'évolution du contexte international dans les années 2000 n'a pas été sans conséquence dans la mesure où les précédentes entorses à l'utilisation de la force en dehors d'un mandat international ont sans doute contribué à « désinhiber » les protagonistes.

Enfin, on ne peut pas ne pas évoquer les dispositifs d'observation des Nations Unies et de l'OSCE en Géorgie. Il semble bien que les indices de montée des tensions et de renforcement du potentiel de certaines parties n'aient pas échappé à la vigilance des observateurs sur le terrain. Mais on peut s'interroger sur l'exploitation des renseignements qu'ils ont transmis.

Dans les nombreuses analyses et enquêtes sur le conflit d'août 2008 en Géorgie, on a écrit qu'il n'y avait pas eu de vainqueur et que chacune des parties avait perdu de sa crédibilité. C'est sans doute vrai d'un point de vue moral, mais si l'on cherche à évaluer les positions stratégiques à la fin du conflit, force est de constater que la Russie

27. Occupés par les militaires russes jusqu'au début octobre 2008, le port de Poti et la base militaire de Senaki se trouvaient en dehors de la zone de sécurité définie par les accords de Moscou.

en sort plus forte. Certes, elle se retrouve avec deux indépendances qu'elle est pratiquement la seule à reconnaître mais, dans le même temps, elle a renforcé sa présence militaire au sud du Caucase²⁸ ; les perspectives d'adhésion à l'OTAN de la Géorgie sont repoussées et le projet antimissile américain est remis à l'étude.

Positions militaires actuelles

Plus d'un an après la fin du conflit, les passions ne sont pas vraiment retombées. La Géorgie n'a pas renoncé à réintégrer l'Ossétie du sud et l'Abkhazie tandis que les dirigeants de ces régions insistent sur le caractère irréversible de leur indépendance. Les positions de combat se sont renforcées de part et d'autre des frontières administratives. Pour autant, on ne peut pas dire qu'il existe un danger de nouvelle guerre car certaines des conditions qui avaient prévalu au déclenchement de la guerre de cinq jours ont disparu. La conduite d'une opération militaire ponctuelle et limitée avait en effet été rendue possible par l'imbrication des villages géorgiens et sud-ossètes ainsi que par la faiblesse et le statut des effectifs russes autour de Tskhinvali²⁹. Désormais les choses sont différentes. La frontière administrative entre l'Ossétie du Sud et la Géorgie ne se prête plus à des infiltrations ; elle est gardée par les garde-frontières russes et défendue par un contingent russe beaucoup plus conséquent. Entre Abkhazie et Géorgie, la frontière administrative est encore plus fermée qu'avant août 2008 et la tête de pont géorgienne en Haute Vallée de Kodori a disparu. Du côté géorgien, le dispositif de défense immédiate a aussi été renforcé. Toutefois, les foyers de tension et les risques de dérapage se sont déplacés en mer Noire, au large de l'Abkhazie. Considérant que ces eaux territoriales lui appartiennent toujours, la Marine géorgienne entend bien y exercer un contrôle des bateaux commerçant avec l'Abkhazie, ce à quoi la Marine russe pourrait s'opposer.

28. Bases militaires en Ossétie du sud et en Abkhazie, au titre d'accords de défense passés avec ces nouvelles entités ; possibilité d'installer une base navale à Ochamchira en Abkhazie.

29. Un bataillon de maintien de la paix de 500 h.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

GB (2S) Gilles Gallet

gilles.gallet4@wanadoo.fr

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur :

WWW.FRSTRATEGIE.ORG